



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TOUT FER METAUX**

21 PL DE PRADELLE  
33240 Virsac

Références : 2025-677  
Code AIOT : 0100020953

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2024 dans l'établissement TOUT FER METAUX implanté 30 rue de la Poste 33920 Saint-Christoly-de-Blaye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été diligentée suite à une plainte de riverains reçue en date du 01/10/2024 par le biais de la sous-préfecture de Blaye, pour nuisance sonore, perturbation de la circulation sur la voie publique lors d'accueil d'apporteurs et opérations d'exploitation menées en dehors des limites du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOUT FER METAUX

- 30 rue de la Poste 33920 Saint-Christoly-de-Blaye
- Code AIOT : 0100020953
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TOUT FER METAUX exerce sur la commune de Saint Christoly de Blaye une activité de collecte de déchets métalliques apportés par des particuliers, artisans ou petits professionnels du bâtiment. Le site est déclaré auprès des services de la préfecture depuis le 10/05/2023 au titre de la rubrique 2710-2-b de la nomenclature des installations classées relative à la collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.6	Demande d'action corrective	6 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Valeurs limites de bruit	AP de Mise en Demeure du 27/03/2012, article 8.1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 22/11/2024, article L. 512-8	Sans objet
3	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.1	Sans objet
6	Réception des déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2	Sans objet
7	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3	Sans objet
8	Transport des déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4	Sans objet
10	Mesures de bruit	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 8.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a révélé diverses non-conformités d'exploitation qui doivent faire l'objet d'actions correctives de la part de l'exploitant.

Concernant les nuisances sonores ressenties par les riverains, l'inspection des installations classées a relevé que des aménagements au mode d'exploitation (horaires, mode de déchargement, mode de tri ...) ont été mis en place par l'exploitant, afin de réduire les émissions de bruit. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la réglementation applicable à ses installations en termes de prévention du bruit. Si de nouvelles plaintes sur le sujet venaient à être transmises, une nouvelle inspection serait programmée et une campagne de mesures des niveaux sonores serait demandée à l'exploitant.

Sur le plan des nuisances soulevées sur la gêne à la circulation lors d'opérations de déchargements, il a été rappelé à l'exploitant que le site doit être exploité de manière à permettre un accueil des apporteurs sans perturber la circulation sur la voie publique.

Enfin sur le volet relatif aux échanges de conteneurs sur la voie publique, il a été reformulé à l'exploitant que toute activité en dehors des limites du site est interdite.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/11/2024, article L. 512-8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6.
<b>Constats :</b>

TOUT FAIRE METAUX exerce une activité de collecte de métaux apportés par les particuliers, artisans, commerçants et petits professionnels pour un volume de 299 m<sup>3</sup>.

Cette activité relève de la rubrique 2710-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), relative à la collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. Le volume maximal de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation déclaré par l'exploitant étant de 299 m<sup>3</sup>, cette activité relève du régime de la déclaration. Dans ce cadre, l'exploitant a procédé en date du 10/05/2023 à une déclaration de son activité à la préfecture de la Gironde.

Sur site, l'inspection des installations classées a relevé un volume cumulé de bennes de 200 m<sup>3</sup>. Ce volume maximal pouvant accueillir des déchets est bien en-deça du volume déclaré.

L'exploitant a indiqué recevoir en moyenne 2 bennes de 30 m<sup>3</sup> par semaine et procéder à des envois réguliers en installation de valorisation.

Le site exerce également à la marge une activité de collecte de batteries apportées par les particuliers ou artisans, mais dont les volumes sont en-deça du seuil (1 tonne) de la rubrique 2710-1 relative à la collecte de déchets dangereux.

Le site est équipé de :

- bennes,
- une pelle à grappin,
- un chariot élévateur,
- un pont bascule.

L'exploitant est locataire de son foncier. Sur la même parcelle, exercent également 2 autres entreprises ne relevant pas de la nomenclature des installations classées : F2P (traitement de surface) et NB DUFFUSION (achat/vente de véhicules d'occasion).

Une délimitation entre les sites a été mise en place et doit impérativement être maintenue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Rétention des aires et locaux de travail

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou, en cas d'impossibilité, traités conformément au titre 7.

**Objet du contrôle :**

- justificatif du caractère étanche et incombustible du sol des aires de stockage et de manipulation de matières dangereuses (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;

- présence d'un dispositif séparant ces aires des autres aires.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a relevé que le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des métaux n'est pas parfaitement étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.</p> <p>L'exploitant a présenté un devis signé de juin 2024 dans lequel des travaux de mise en conformité sur ce point sont prévus au printemps 2025 (délai 01/05/2025) : réfection de la rétention et mise en place d'un séparateur au droit de la zone de dépotage et de stockage des métaux. Compte-tenu de cette preuve d'engagement de la part de l'exploitant, aucune suite administrative n'est engagée à ce stade. Une nouvelle inspection sera programmée après le 01/05/2025 afin de vérifier l'effectivité des travaux. En cas de non-conformité persistante, un arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le préfet de la Gironde.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant rend le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des métaux et autres produits dangereux, étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 3 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les parties de l'installation présentant des risques sont les stockages de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déchets métalliques -&gt; ils sont facilement matérialisables par les bennes qui les accueillent.</li> <li>- les batteries -&gt; elles sont stockées à l'intérieur du bâtiment dans un espace dédié et doté d'un affichage.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. <b>Objet du contrôle :</b> - présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ; - présence des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - présence d'un ou de plusieurs appareils d'incendie ou de réserves d'eau ; - présence d'extincteurs appropriés aux risques à combattre ; - présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
<b>Constats :</b>  Le moyen d'alerter les SDIS sont les téléphones portables du personnel qui travaille sur le site. Il n'existe pas de plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer s'il dispose d'un moyen en eau public implanté à moins de 200 mètres de son site. Le site est équipé de plusieurs extincteurs répartis à la fois en intérieur et en extérieur, au plus proche des zones à risque, visibles et accessibles et contrôlés en 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant : - met en place un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - s'assure de disposer d'un appareil d'incendie (bouches, poteaux...), public ou privé implanté à moins de 200 mètres au plus du risque, d'une capacité en rapport avec le risque à défendre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Admission des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Les déchets sont réceptionnés sous le contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a procédé au contrôle des installations pendant les heures ouvrées et n'a donc pas pu observer si des réceptions de déchets s'opèrent en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Toutefois, au regard des signalements reçus de la part des riverains concernant des activités qui seraient menées en dehors de ces heures, l'inspection des installations classées rappelle la nécessité de respecter les heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les déchets ne sont réceptionnés que sous le contrôle du personnel habilité par l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Réception des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement par les déposants sur les aires, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes aires, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p> <p>Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures au public.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les apporteurs de déchets déposent directement leurs déchets sur les aires ou dans les bennes prévues à cet effet. Compte-tenu de la taille réduite du site, le nombre d'emplacements est limité et facilement identifiable.</p> <p>Le personnel du site assure en permanence un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Déchets sortants

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets sortants</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets doivent être périodiquement évacués vers des installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus d'un an dans l'installation.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p>



<p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la date de l'expédition ;</li> <li>-le nom et l'adresse du destinataire ;</li> <li>-la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li> <li>-l'identité du transporteur ;</li> <li>-le numéro d'immatriculation du véhicule.</li> </ul> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-présence d'un registre de déchets sortants tenu à jour (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Compte-tenu de la taille réduite du site, les déchets sont régulièrement évacués vers les filières de traitement adaptées, laissant un stock sur site faible. La durée d'entreposage est généralement de moins d'une semaine.</p> <p>Le registre des déchets contient tous les items requis par la réglementation. Sa consultation a permis de vérifier qu'il est renseigné au fil de l'eau (cf. enregistrement des apporteurs venus au moment de l'inspection).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Transport des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transport des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à empêcher les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortants du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets sortants sont transportés dans des bennes disposant de dispositifs permettant d'empêcher l'envolée de matière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Valeurs limites de bruit

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/03/2012, article 8.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</li> <li>-zones à émergence réglementée :</li> </ul>

-l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;

-les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;

-l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.

#### Constats :

Une plainte de riverains reçue en date du 01/10/2024 par le biais de la sous-préfecture de Blaye fait état de nuisance sonore.

L'inspection des installations classées a relevé que des aménagements au mode d'exploitation (horaires, mode de déchargement, mode de tri ...) ont été mis en place par l'exploitant depuis quelques mois, afin de réduire les émissions de bruit. Par exemple, l'exploitant a réduit sa fenêtre horaire d'exploitation, initialement de 8h à 18h et le samedi matin, à présent de 9h à 17h avec une pause méridienne de 12h à 14h et plus d'activité le samedi matin. Cet aménagement d'horaire vient en réponse des plaintes de riverains qui souhaitaient une réduction de bruit le matin et le soir et sur la pause méridienne, et une absence d'exploitation le week-end. Par ailleurs, l'exploitant prend des précautions lors des déchargements et chargements afin que la ferraille

percute moins.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la réglementation applicable à ses installations en termes de prévention du bruit.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que son mode d'exploitation ne génère pas un niveau de bruit supérieur aux seuils réglementaires rappelés ci-avant dans la prescription. Si de nouvelles plaintes sur le sujet venaient à être transmises, une nouvelle inspection serait programmée et une campagne de mesures des niveaux sonores serait demandée à l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Mesures de bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 8.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Objet du contrôle :

- présence des résultats des mesures faites par l'exploitant et datant de moins de trois ans ;
- conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émission applicables (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

**Constats :**

Le site étant déclaré auprès des services de la préfecture depuis le 10/05/2023, une mesure du niveau de bruit devra être diligentée au plus tard le 10/05/2026 (3 ans).

Toutefois si de nouvelles plaintes sur le sujet du bruit venaient à être transmises, une campagne de mesures des niveaux sonores serait immédiatement demandée à l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite